

OFFICE DES SPORTS
19, rue des Couples
67000 STRASBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de « **OFFICE DES SPORTS** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de nos contrôles, nous avons ainsi vérifié la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices et validé les assertions d'exhaustivité, d'évaluation et de séparation sur les subventions d'exploitation et les concours publics accordées à l'association.

Les postes subventions d'exploitation et concours publics accordées à l'association ont fait l'objet d'un contrôle particulier, ces rubriques constituant une zone déterminante pour l'audit des comptes annuels. Un contrôle de justification des sommes enregistrées a ainsi été réalisé, par rapprochement avec les éléments contractuels. Ce contrôle a permis de conclure à l'absence d'anomalie.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du bureau et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 6 mars 2025

Pour la société AUDITORIA
Christophe THIEBAUT
Commissaire aux Comptes

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	12 718	10 793	1 925	3 975
	Autres immobilisations corporelles	55 252	37 474	17 778	23 932
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	15		15	15
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	67 985	48 267	19 718	27 923
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 510		3 510	6 098
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	25 500		25 500	25 350
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	42 046		42 046	41 147
	Charges constatées d'avance	1 081		1 081	1 037
	TOTAL (II)	72 137		72 137	73 632
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	140 122	48 267	91 855	101 555

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	26 288	26 288
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres		
	Report à nouveau	51 195	80 557
	Excédent ou déficit de l'exercice	(9 373)	(29 362)
	Total des fonds propres (situation nette)	68 111	77 484
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		180
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres	68 111	77 664
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Autres fonds propres	Total des autres fonds propres		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Fonds reportés et dédiés	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	3 264	2 721
Provisions	Total des provisions	3 264	2 721
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	140	
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 305	12 024
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	9 755	8 895
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	280	251
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	20 480	21 170
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		91 855	101 555
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(9 373,16)	(29 361,67)
(1) Dont à moins d'un an		20 480	21 170
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		140	

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	14 380	12 480
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	51 435	50 615
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	145 335	140 850
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	4	6
	Total des produits d'exploitation	211 154	203 952
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	117 714	128 789
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	3 238	1 663
	Salaires et traitements	73 998	75 099
	Charges sociales	12 825	13 891
	Dotation aux amortissements et dépréciations	10 170	12 654
	Dotation aux provisions	543	586
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	1 308	1 422
	Total des charges d'exploitation	219 797	234 106
RESULTAT D'EXPLOITATION		(8 643)	(30 154)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(8 643)	(30 154)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	72	24
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		72	24
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		72	24
RESULTAT COURANT avant impôts		(8 571)	(30 130)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	60	313
	Sur opérations en capital	180	528
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	240	841
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	908	72
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	134	
	Total des charges exceptionnelles	1 042	72
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(802)	768
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		211 467	204 816
TOTAL DES CHARGES		220 840	234 178
EXCEDENT ou DEFICIT		(9 373)	(29 362)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		36 471	31 671
Bénévolat		184 426	185 553
TOTAL		220 897	217 224
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature		4 800	
Mise à disposition gratuite de biens		31 671	31 671
Prestations			
Personnel bénévole		184 426	185 553
TOTAL		220 897	217 224

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Informations générales

L'association a pour objet de :

- Représenter les clubs auprès de la Ville de Strasbourg et des différents organismes intéressés à la promotion du sport et de la jeunesse ;
- Mettre en place et gérer une plate-forme logistique notamment en matière de gestion, de fiscalité, de droit et de formation dans le but d'apporter une assistance aux clubs ;
- Assurer une diffusion des informations recueillies ;
- Organiser et soutenir des manifestations sportives et culturelles ;
- Promouvoir toute démarche en faveur de la santé en milieu sportif ;
- Soumettre aux autorités municipales, soit à la demande de ces dernières soit à sa propre initiative, toutes propositions utiles en vue de l'organisation et du développement du sport et des activités de loisir à caractère sportif et de tous projets d'équipement sportif qui lui paraîtraient nécessaires

Evènements significatifs et faits caractéristiques

- Augmentation de la cotisation auprès des clubs pour l'année 2024
- L'ODS s'est vu offert par la R-GDS un véhicule

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales comptables dans le respect des principes prévus par le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, et le règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le bilan de l'exercice présente un total de **91 855** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **211 467** euros et un total **charges** de **220 840** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-9 373** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- régularité et sincérité.
- prudence.
- comparabilité et continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Installations techniques : 5 à 10 ans

Matériel et outillage industriels : 4 à 7 ans

Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

Matériel de transport : 4 à 5 ans

Matériel de bureau : 5 à 7 ans

Matériel informatique : 3 ans

Mobilier : 10 ans

Créances et dettes

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Cotisations

L'association ne pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement sur ses appels de cotisations, elles sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Indemnités de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-dessous.

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

carrière (IFC) s'élève à 3 264 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Année de calcul : 2024
- Taux d'actualisation : 1.82 %
- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- Convention collective : CCN du Sport
- Table de mortalité : INSEE TD 2020-2022

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle) : 64 ans

- Progression de salaires : 1 %

- Taux de rotation : lent

- Taux de charges sociales patronales : 20.03 %

La dette actuarielle est inscrite au bilan sous forme de provision, avec les caractéristiques suivantes :

- Montant total de la provision comptabilisée à la date de clôture : 3 264 euros
- Mouvement de la provision au cours de l'exercice (+ si dotation, - si reprise) : + 543 euros

Elle ne fait pas l'objet d'une externalisation auprès d'un organisme d'assurance.

Contributions en nature

Description des modalités de recensement, de quantification et de valorisation.

Valorisation du local mise à disposition par la Ville de Strasbourg : 31 671 euros

La valeur locative 2024, non communiquée est restée à 31 671 euros à hauteur de la base de l'année 2023.

Le bénévolat est valorisé dans l'annexe ci après.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	13 598				880	12 718
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	53 152		2 100			55 252
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	66 750		2 100		880	67 970
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	15					15
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15					15
TOTAL		66 765		2 100		880	67 985

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	9 623	2 050	880	10 793
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	29 219	8 254		37 474
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	38 842	10 305	880	48 267
TOTAL		38 842	10 305	880	48 267

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	2 721	543		3 264
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 721	543		3 264
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		2 721	543		3 264
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			543		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2024

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES				
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	3 510	3 510	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	25 500	25 500	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	1 081	1 081	
	TOTAL DES CREANCES	30 091	30 091	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/12/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES				
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	140	140	
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine			
	Emprunts et dettes financières divers			
	Fournisseurs et comptes rattachés	10 305	10 305	
	Dettes des legs ou donations			
	Personnel et comptes rattachés	4 463	4 463	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 168	5 168	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	124	124	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Autres dettes	280	280	
	Dettes représentatives de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance			
	TOTAL DES DETTES	20 480	20 480	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	26 288				26 288
Autres réserves					
Report à nouveau	80 557	(29 362)			51 195
Excédent ou déficit de l'exercice	(29 362)	29 362		9 373	(9 373)
Situation nette	77 484			9 373	68 111
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	180		1 582	1 763	
Provisions réglementées					
TOTAL	77 664		1 582	11 136	68 111

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	1 582		1 582	
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	1 582		1 582	
Quotes-parts virées au compte de résultat	1 402	180	1 582	

La subvention d'investissement a été totalement repris dû à la fin de calcul

Concours publics et subventions

31/12/2024

Etat exprimé en euros

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		6 500				6 500
Subventions d'exploitation		6 835	132 000			138 835
Subventions d'investissement						
TOTAL		13 335	132 000			145 335

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
AIDE ETAT APPRENTISSAGE	6 500		
SUBVENTION VILLE DE STRASBOURG		132 000	
SUBVENTION AGENCE NATIONALE DU SPORT	6 835		
Totalisation	13 335	132 000	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			1 081
CCA AMEN	20/03/2024 19/03/2025	9	
CCA AMEN	27/03/2024 26/03/2025	19	
CCA VELHOP	06/03/2024 05/03/2025	20	
CCA SACEM	01/03/2024 28/02/2025	8	
CCA GROUPAMA	01/04/2024 31/03/2025	570	
CCA AMEN	18/02/2024 17/02/2025	4	
CCA AMEN	16/02/2024 15/02/2025	21	
CCA GROUPAMA FIAT	07/06/2024 31/03/2025	160	
CCA ASSOCIATION		15	
CCA CANVA		215	
CCA AMEN STRASROLLER	01/12/2024 30/11/2025	39	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			1 081

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Mise a dispo locaux	31 671	31 671
Fiat Ducato	4 800	
Bénévolat	36 471	31 671
Benevolat	184 426	185 553
	184 426	185 553
Total	220 897	217 224

Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Fiat Ducato	4 800	
Mise à disposition gratuite de biens	4 800	
Mise a disposition locaux	31 671	31 671
Prestations	31 671	31 671
Personnel bénévole		
Benevolat	184 426	185 553
	184 426	185 553
Total	220 897	217 224

Commentaires sur l'évaluation des contributions volontaires en nature

Etat exprimé en euros

Valorisation Bénévolat :

On distingue trois types de bénévoles

B1 - Bénévole d'un jour, signaleur sur un évènement

B2 - Bénévole sur une manifestation, préparation, installation, etc...

B3 - Bénévole organisateur, encadrant, administratif

Les coefficients de valorisation au SMIC chargé sont de

B1 : 1.5 * SMIC

B2 : 3 * SMIC

B3 : 5 * SMIC

Pour 2024 :

B1 1 239 h * 11.88 * 1.5 * 1.2003 = 26 501.40 euros

B2 1 030 h * 11.88 * 3 * 1.2003 = 44 062.05 euros

B3 1 597 h * 11.88 * 5 * 1.2003 = 113 862.62 euros

TOTAL 184 426.07 euros

Mise à disposition de la Ville de Strasbourg de locaux non facturés à la valeur locative

La convention signée en 2016 fait mention d'une valeur locative annuelle de 40 086 euros, soit une somme supérieure au loyer facturé et dont l'avantage en nature représente 31 128 euros compte tenu du loyer facturé en 2016 de 8 958 euros.

La valeur locative de 2020 ne nous a pas été communiquée

Pour la valeur locative 2021, compte tenu des augmentations, elle a été valorisée à 31 671 euros.

La valeur locative 2024, non communiquée est restée à 31 671 euros

Le véhicule "Fiat Ducato" a été offert par la R-GDS à l'Office des Sports, celui-ci a été estimé à hauteur de 4 800 euros.

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des produits exceptionnels		240
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		60
<i>Autres produits except. de ges</i>	60	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		180
<i>Quote-part subv. résultat</i>	180	
Total des charges exceptionnelles		1 042
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		908
<i>Pénalités et amendes</i>	142	
<i>Autres Charges Sur Op, Gestion</i>	766	
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions		134
<i>Dot. amort Exceptionnelles</i>	134	
Résultat exceptionnel		(802)